
Introduction au débat de Jean Chambon lors de l'assemblée de rentrée des communistes de la section de Pierre Bénite (69) élargie aux militants du Front de Gauche du 24 août 2015

Chers amis, chers camarades,

Je vous remercie de votre participation et excuse les amis et camarades encore en congés. Je vous rappelle qu'après notre rencontre nous prendrons ensemble l'apéro et le barbecue convivial.

Cette année la rentrée n'est pas ordinaire tant l'actualité est chargée et importante. Je ne pourrai pas tout aborder, je m'en tiendrai à l'essentiel.

Une crise sociale aggravée et des profits en hausse

D'abord la situation. En juin, malgré les tripatouillages des chiffres et la radiation par Pôle Emploi de plus de 310 000 personnes, le chômage continue à s'aggraver. 6 498 000 personnes sont concernées. Les plus touchés sont les jeunes et les personnes de plus de 50 ans. L'emploi précaire continue de gagner sur l'emploi stable. Selon la Dares plus d'un chômeur sur deux ne perçoit aucune indemnité.

La croissance a été nulle au second trimestre, les investissements des entreprises et des collectivités reculent sous l'effet de la restriction du crédit et des réductions des subventions aux collectivités.

La dette publique augmente plus que prévue. 51.6 Milliards d'euros en plus pour un total de 2090 milliards. En 10 ans, elle est passée de 65% à 98% du PIB. Ce qui est un record. Chaque année, le seul remboursement des intérêts est colossal. C'est le 2^{ème} poste budgétaire après l'éducation nationale.

Tous les indicateurs économiques et sociaux sont donc au rouge démontrant l'échec de la stratégie de l'offre contre la demande et de la baisse du coût du travail en découlant.

Par contre les profits se portent bien. Ceux des grands groupes du CAC 40 ont augmenté de 34% rien qu'au 1^{er} semestre 2015. Quel salarié ou retraité peut en dire autant ? Cela permet aux actionnaires de percevoir des dividendes en hausse. Au total ce sont 40.7 milliards de dollars distribués. La France est le pays le plus important payeur de dividendes en Europe devant l'Allemagne et le Royaume Uni. Ce qui fait dire au PDG d'Air liquide : « *on est pas dans l'enthousiasme, mais c'est mieux !* ». Quel cynisme !

Notons le scandale du Crédit Impôt Compétitivité (le CICE) qui devait améliorer les marges des entreprises pour qu'elles embauchent, il a explosé de 50% en une seule année alors que les mêmes entreprises du CAC 40 qui le perçoivent, continuent de licencier et de précariser l'emploi.

Ces résultats désastreux sont pourtant atténués par la baisse de la parité de l'euro/ dollar et par le niveau historiquement bas du baril de pétrole qui allège la facture énergétique. Ce sont là des facteurs externes sans lesquels l'état de l'économie française serait encore plus catastrophique.

Tel est le résultat des politiques d'austérité. Nous ne voulons pas jouer les oiseaux de mauvaise augure, mais cela ne manquera pas de s'aggraver encore avec la mise en œuvre des lois votées ces dernières semaines : loi Macron – Loi Rabsanem – loi sur la transition énergétique – loi santé – la réforme des collèges, etc.

Les mécontentements et colères s'expriment et la confiance grandit

C'est le résultat du choix affirmé et confirmé de François Hollande de tourner le dos à ses engagements de 2012, son adhésion au dogme du libéralisme et son reniement des valeurs de gauche. Le PS paie cher sa conversion au libéralisme. Le nombre de ses adhérents fond. Après la démission des ministres en désaccord, l'apparition des députés frondeurs, ce sont maintenant des dirigeants nationaux qui quittent le navire. C'est l'ex-député européen et économiste Liêm Hoang-Ngoc qui appelle les déçus du PS à se rassembler hors du PS et se dit prêt à travailler avec le Front de Gauche.

Cette politique conduit donc le pays dans le mur : au plan social, au plan économique, au plan financier et au plan politique avec des millions de français qui désespèrent et se réfugient dans l'abstention sanction, dangereuse car elle fait mécaniquement

le jeu de la droite et de l'extrême droite. Abstention qui découle aussi du manque d'attractivité des communistes et du Front de Gauche. C'est le défi à relever ensemble.

Cela explique aussi la volonté du pouvoir de cultiver le défaitisme, de cacher les mouvements sociaux, de les faire taire voire de les briser par la répression et de diviser les victimes de la crise en désignant des boucs émissaires : les étrangers, les migrants et demandeurs d'asile, les chômeurs ou les jeunes accusés de laxisme et de manque de volonté. L'islamophobie et le racisme n'ont d'autre objectif que celui de désigner des coupables et de les jeter en pâture à la vindicte populaire pour mieux cacher les responsables de la situation.

Le rejet de cette politique, les mécontentements et colères qu'elle provoque comme chez les éleveurs, chez les salariés des grandes magasins qui vont devoir travailler le dimanche ou les salariés de la santé ou dans l'éducation nationale avec la réforme des collèges, expliquent sans doute aussi, la tentative de Hollande de créer des illusions avec sa promesse d'une baisse d'impôts en 2016.

C'est de la démagogie ! En effet, les plus démunis de nos concitoyens ne paient pas d'impôt, ils sont 50% dans ce cas, ils ne sont pas concernés. Les couches moyennes le seront peut être, les entreprises très certainement. Réduire l'impôt consiste à abaisser les recettes du budget, il faudra donc trouver des compensations, on voit déjà se profiler l'augmentation de nouvelles taxes et des privatisations.

Comme l'engagement a été pris par Valls de transférer à nouveau 10 milliards aux entreprises, il faudra dans le même temps réduire d'autant les dépenses pour respecter au minimum les 10 milliards de baisse des dépenses publiques exigée par Bruxelles. Cela signifie que l'on va encore affaiblir les services publics, geler les salaires des fonctionnaires et les pensions, réduire les moyens des collectivités, mettre en cause la protection sociale.

D'ailleurs Valls confirme cette orientation politique dans une tribune dans les Echos où il est question de « rationalisations de l'action publique », de « flexisécurité » et de « levée des blocages ». Il offre au Medef un nouveau présent : enterrer avant la fin de l'année le Code du travail. Cerise sur le gâteau, « l'ampleur du soutien aux entreprises ne sera pas remise en cause », assure le premier ministre. Une fin de non-recevoir cinglante en direction du Parti socialiste et des membres de sa propre majorité qui l'invitaient à réorienter une partie des sommes restantes du pacte de responsabilité vers les ménages et les collectivités locales. Eh bien il n'en sera rien, en dépit de l'échec cuisant, devenu scandale, du CICE.

La promesse de François Hollande est donc bien un cadeau empoisonné, une véritable arnaque.

Ceci étant, notre pays a besoin d'une vraie réforme fiscale, plus juste et qui mette à contribution les plus riches, les entreprises et qui engage une action sérieuse et tenace pour réduire la fraude et l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux.

La multiplication des actes de résistance doit être à l'ordre du jour en cette rentrée. Depuis plusieurs mois, les mouvements sociaux et citoyens ont repris de la vigueur. C'est une bonne chose. Nous devons soutenir ces mouvements, les encourager en veillant à ce que la « Résistance » nécessaire soit complétée de propositions offensives qui s'attaquent aux causes des problèmes. En ce sens, le Parti Communiste vient d'éditer une brochure avec ses réflexions et propositions. Nous les mettons en débat et voulons les faire vivre concrètement, comme nous le faisons pour l'emploi, pour la santé, avec les éleveurs, dans les services publics, l'Europe ou pour la reconquête industrielle.

C'est ce que nous ferons les 23 septembre et le 8 octobre lors des journées d'action syndicale contre l'austérité, les discriminations et la répression syndicale et pour les revendications telles que la revalorisation des salaires et des pensions, les libertés, la RTT, la protection sociale, la santé, la défense des services publics.

Les luttes sont indispensables pour combattre efficacement les terribles conséquences des politiques d'austérité en France et en Europe. Ceux qui hésitent encore ont des points d'appui comme les succès engrangés ou la multiplication des voix qui s'élèvent dans le monde, en Europe ou en France demandant un changement radical de cap politique. Par exemple, dans son dernier grand discours devant des milliers de croyants le Pape François a exhorté les dirigeants de la planète à rechercher un nouveau modèle économique pour renoncer aux politiques qui sacrifient des vies humaines sur l'autel de l'argent et du profit. Il a condamné le capitalisme débridé et le nouveau colonialisme de ceux qui imposent les programmes d'austérité.

Nous y voyons une parole de bon sens. Elle fait écho au combat des communistes pour libérer les peuples de la dictature de la finance.

Ce mouvement d'émancipation est engagé. Regardons l'Amérique latine, le Brésil, l'Équateur, le Vénézuéla, le Nicaragua, l'Argentine, la Bolivie, Cuba ou l'Uruguay des expériences nouvelles sont faites, peu à peu ces peuples sortent de la pauvreté et ont des succès économiques et sociaux. Certes, la droite, l'extrême droite et les forces patronales souvent soutenues par les USA et la CIA, contestent, agissent, désorganisent, déstabilisent en provoquant des conflits dont certains armés. A ce jour les peuples et les états tiennent bon dans ce combat de classe qui a franchi un nouveau palier sur tous les continents.

La BRICKS (Brésil-Russie-Inde-Chine et Afrique du Sud), nouvelle banque d'investissement créée par les pays émergents, qui va entraver l'hégémonie du dollar dans les échanges mondiaux ainsi que le rôle de la banque mondiale, est fortement combattue par les USA.

En Europe, la victoire de Siriza en Grèce, celle de Podemos et de Unita Isquerda aux municipales espagnoles avec plusieurs grandes villes gagnées par la gauche comme Barcelone et Madrid, l'émergence chez les travaillistes anglais d'un leader qui se déclare de la gauche radicale, génèrent des espoirs dans toute l'Europe.

La réaction des forces réactionnaires nous oblige à élever les rapports des forces

Les forces réactionnaires ont senti le danger. Elles réagissent et font preuve de plus en plus d'autoritarisme contre la démocratie et les contre les peuples. Nous le vivons très concrètement en France avec l'utilisation du 49/3, avec la loi Rabsamen qui vise à réduire les droits à l'entreprise, ou comme le non au référendum de 2005, travesti en oui par une poignée de parlementaires.

C'est une telle réaction que vit le peuple grec. Après avoir réitéré à deux reprises son refus catégorique de payer l'addition des riches, il est aujourd'hui asservi à la jungle de l'argent roi, privé de son droit à la souveraineté nationale et sa parole est muselée par ceux qui ne conçoivent l'Europe que comme un carcan mettant le capitalisme à l'abri de toute résistance et contestation.

Ce que vit le peuple grec est le résultat d'un coup d'état financier orchestré par la Troïka (Composée de la BCE, de la Commission européenne et du FMI) dont les lignes directrices sont imposées par l'Allemagne. C'est cela qui a conduit à l'accord, au contenu effroyable, du 13 juillet arraché à Tsipras contre une nouvelle aide de 85 milliards d'aide du MES (Mécanisme de Stabilité Européen) et l'engagement de négocier la restructuration de la dette d'ici la fin de l'année (ce qui n'est pas encore acquis).

Tsipras et le peuple grec ont jugé que c'était la seule moins mauvaise solution au lieu d'un cataclysme et une faillite absolus organisés par la BCE et les marchés financiers si la Grèce avait du quitter la zone euro. Tsipras hier adulé par certains, se voit qualifié aujourd'hui de traître. C'est un insupportable raccourci.

Que nous soyons révoltés par cet accord qui va enfoncer la Grèce dans la crise humanitaire comme le reconnaît lui-même Alexis Tsipras, est juste, mais ne doit pas nous faire dévier du respect que nous devons au peuple grec et à ses choix majoritairement et démocratiquement exprimés. N'oublions pas, que cela plaise ou pas, que 75% des grecs ont jugé l'accord nécessaire et 68% souhaitent que Tsipras restent à la tête du pays.

Nous n'avons aucune légitimité pour condamner l'histoire grecque telle que le peuple grec est contraint de l'écrire sans illusion et dans la douleur.

Suite à la mise en oeuvre de ce 3^{ème} mémorandum, Syriza s'est divisé. Tsipras n'ayant plus de majorité a démissionné et a décidé de s'en remettre au peuple qui une fois encore devra trancher. Les prochaines élections législatives devraient avoir lieu le 20 septembre. Nous rentrons dans une phase d'inconnu. Le pire peut arriver avec l'émergence d'Aube Dorée le parti nationaliste, populiste et fasciste, mais le peuple grec peut aussi conforter son choix du 25 janvier dernier avec une majorité encore plus nette confirmant le combat contre l'austérité et pour une autre Europe, sociale, solidaire, démocratique, et avec un autre euro et un autre rôle de la BCE mis au service du développement de chacun et de tous.

Quels premiers enseignements pouvons nous tirer des événements grecs :

- 1) Il se confirme que prendre le pouvoir politique de manière démocratique ne suffit pas pour changer les choses dans le bon sens. Le pouvoir politique doit s'accompagner de la prise en main du pouvoir économique et notamment des banques ;
- 2) Il se confirme que l'Allemagne puissance économique et financière dominante avec les faucons ont l'orientation de construire au sein de l'UE deux zones distinctes : la zone du Nord avec un euro fort au service des marchés et une zone du sud avec des pays endettés jusqu'au cou et où les états perdraient leur souveraineté et seraient placés sous un contrôle budgétaire féroce.

Les jeunes émigreraient vers le nord et le sud serait consacré aux villégiatures, au tourisme, aux clubs Med pour riches avec des services à très bas coûts. C'est cette orientation politique qui a été mise en échec le 13 juillet avec le refus de Tsipras de quitter la Zone Euro ;

- 3) La question de fond posée reste celle du rapport des forces pour changer le cadre et les méthodes abjectes imposées par l'Allemagne et l'UE. Elles sont antidémocratiques et autoritaires. C'est ce cadre qu'il est urgent de changer afin que les Etats et les choix des peuples soient respectés en toute circonstance. Nous condamnons le message du Conseil Européen adressé au peuple grec et aux peuples d'Europe : toute alternative politique et toute politique économique alternative sont interdites quelle que soit la volonté des peuples exprimée par la voie électorale.
- 4) Enfin, le combat du peuple grec contre la Troïka a révélé à tous les européens que la question de la dette était devenue une question incontournable. La Grèce mène une première bataille. Hélas trop seule. Ce qu'elle doit affronter de la part des créanciers et de l'UE, d'autres états peuvent rapidement y être confrontés notamment l'Italie, le Portugal et la France. Il n'est plus possible derrière la Grèce d'envisager que chacun mène seul ces batailles. Il y a besoin d'une action concertée, coordonnée et solidaire pour une restructuration des dettes publiques au niveau européen afin de ne pas entraver le développement et le progrès social et la démocratie.

La Grèce est une des phases premières du combat engagé en Europe. Elle nous éclaire sur le niveau de l'affrontement de classes et sur la capacité de nuisance des forces de l'argent. Ces événements ont déboussolé pas mal de militants.

Ne baissons pas les bras. Il est possible de les vaincre. Cela nécessite encore plus de solidarité, plus d'actions dans chaque pays et en Europe pour la paix, la justice sociale, les coopérations, l'écologie et la démocratie. Il s'agit d'agir encore plus solidairement afin de faire front ensemble aux intérêts des puissants, des forces de l'argent pour leur imposer au cas par cas, une autre utilisation de l'argent, un autre rôle de la BCE, le dépassement des règles de fonctionnement actuelles de l'UE jusqu'à la renégociation des traités européens.

Ce même combat motive notre refus du TAFTA, le futur traité transatlantique, négocié entre la commission européenne et les USA dans le plus grand secret. Grâce aux mobilisations politiques et citoyennes, il a été possible de fissurer le mur du silence et d'éclairer les enjeux d'un tel traité. Parmi ceux-ci le projet de mettre en place des tribunaux privés mis au service des multinationales pour contraindre les Etats à lever les obstacles législatifs et administratifs à la libre circulation des marchandises et des capitaux entre l'Amérique et l'Europe. En résumé, il s'agit de transférer le pouvoir aux multinationales contre les états et contre leurs avancées démocratiques et sociales.

C'est une nouvelle phase de la mondialisation capitaliste qui se met en place et qui met en danger l'emploi, les industries, l'agriculture, la culture et les acquis sociaux européens. Sur cette question majeure pour les générations à venir, il y a urgence à élever les mobilisations citoyennes. Comment pouvons-nous le faire en associant le plus possible les citoyens afin que cela ne soit pas une affaire de spécialiste ?

La conférence sur le climat et les élections régionales au menu du dernier trimestre

Deux événements vont se dérouler d'ici la fin de l'année : la conférence mondiale sur le climat et les élections régionales.

Concernant la conférence mondiale sur le climat, elle se déroulera du 30 novembre au 11 décembre 2015 au Bourget à côté de Paris, avec 195 pays et 40 000 participants. Elle a pour objectif de négocier sous l'égide de l'ONU un accord mondial visant à limiter à 2 degrés le réchauffement climatique d'ici 2050. Au-delà, les conséquences seraient catastrophiques pour la planète et l'humanité selon les travaux des scientifiques.

L'action de la communauté internationale et de chaque état s'impose de manière urgente. En effet les 7 premiers mois de l'année 2015 ont été les mois les plus chauds jamais enregistrés sur la planète depuis 1880. D'ici l'ouverture de la conférence, chaque pays doit faire connaître ses objectifs de réduction d'émission des gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050. Seuls 56 pays l'ont fait. S'ils représentent 60 % de la totalité des gaz à effet de serre émis sur la planète, il reste encore près de 140 états à faire connaître leurs objectifs. C'est ce qui fait dire au commissaire européen chargé du climat que les réductions proposées sont insuffisantes pour limiter à 2 degrés le réchauffement.

Un accord global est possible à condition de dégager une vision solidaire du développement humain durable à l'échelle du monde sur la base de décisions qui doivent être contraignantes pour les États mais différenciées et fondées sur des principes de solidarité et d'équité. En effet, la réduction des émissions de GES de chaque pays doit tenir compte de leurs réalités comme de leur projet de développement.

C'est pourquoi, en tant que parti politique opposé à la mondialisation capitaliste et à la course au profit, en lien avec plusieurs partis progressistes du monde et en convergence avec la société civile, les syndicats, les associations, nous exigeons que tous les pays riches et industrialisés, qui ont la première responsabilité du réchauffement climatique, s'engagent à sortir de leurs égoïsmes nationaux et de l'inaction climatique.

A la conférence de Paris, nous voulons faire entendre la voix des peuples afin d'exiger, sous l'égide de l'ONU, un accord international entre les États, fondé sur les principes de solidarité et d'équité avec :

- Des objectifs chiffrés transparents de réduction des GES pour limiter le réchauffement de la planète ;
- Des engagements financiers précis, à la hauteur des moyens des pays riches, pour la mise en route effective du Fonds Vert à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, pour la mise en place concrètes d'aides à l'adaptation
- Le développement de la Recherche et de la coopération par le transfert de technologies avec les brevets associés vers les pays en voie de développement et les pays les moins avancés
- L'adoption du mécanisme de « pertes et dommages » au profit des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles.

Nous vous proposons qu'à l'occasion de la préparation de cette conférence nous tenions un débat public sur cette question vitale pour l'avenir de l'humanité et les générations futures. Il pourrait nous aider à préparer la marche citoyenne du 29 novembre qui vise à peser sur les décideurs politiques afin que des engagements ambitieux soient pris à la conférence mondiale.

Les communistes et les régionales de 2015

Les élections régionales ont lieu les 6 et 13 décembre. Elles concernent les grandes régions créées en 2014, la notre est Auvergne-Rhône Alpes. C'est un scrutin de listes. Chaque département présente une liste de candidats à parité homme/femme, leur nombre est proportionnel aux électeurs. Une exception, le Rhône a 2 listes, l'une pour la Métropole et l'autre pour le Nouveau Rhône. Charly, Irigny, Pierre Bénite et Vernaison sont dans la Métropole.

Pour être au second tour, il faut recueillir 10% des votants, Les listes ayant entre 5 et 10% ont le droit de fusionner avec celles présentes au 2ème tour.

Les communistes ont tenu leur conférence régionale pour arrêter leur orientation et leur stratégie. Ils se prononcent pour une région solidaire, écologique et citoyenne.

L'écart constaté entre les exigences de justice sociale, d'égalité, de solidarité et de démocratie d'une part et la politique libérale menée comme en attestent les lois votées d'autre part, rend impossible tout accord avec le Parti Socialiste.

Nous voulons donner un nouvel élan au Front de Gauche en l'élargissant aux citoyens, aux militants écologistes, syndicalistes et associatifs y compris en leur proposant d'être élus.

Les communistes ont commencé les 1000 rencontres individuelles et collectives pour écouter les citoyens, élaborer le programme et construire la liste qui sera chargée de le mettre en œuvre. Ils ont désigné Cécile Cukierman, chef de file des communistes et André Chassaigne comme porte parole.

Des rencontres ont eu lieu avec le Parti de Gauche, Ensemble et Europe Ecologie Les Verts. Malheureusement elles n'ont pas débouché sur un accord électoral alors que celui-ci était possible. Une fois actés les points de convergence et de divergence tout en constatant qu'ils pouvaient être dépassés, EELV a rajouté des conditions : la première est que nous retirions Cécile Cuernavaca et André Chassaigne des candidatures communistes proposées au prétexte du refus du cumul des mandats, la seconde est que nous adoptions sans modification les texte de base d'EELV engageant chacun des partis partenaires (la contribution communiste étant rejetée en annexe) et la troisième est qu'EELV distribue arbitrairement les places et le nombre de candidats de chaque parti.

Patiemment, les représentants du PCF ont argumenté avec l'objectif de sortir par le haut. Après 3 heures de discussion, constatant que plus rien n'avancait et qu'EELV était arc bouté sur une conception de l'union difficile à supporter dans la mesure où ce parti veut imposer son point de vue sans rien toucher à ce qu'il a défini au préalable, la réunion a pris fin sur un constat d'échec.

Cette conception hégémonique d'EELV dans ses rapports avec les partis partenaires est vraie en Rhône Alpes Auvergne mais aussi dans d'autres régions. C'est ce qui fait dire à Jean Luc Mélenchon que le parti de gauche refusera toute alliance avec les Verts au premier tour et a appelé les militants à se retirer dans les régions où ils s'étaient engagés.

En Rhône Alpes Auvergne, Ensemble, Le Parti de Gauche se sont engagés avec EELV sans concertation et discussion au sein du Front de Gauche pour déterminer une stratégie commune. Il semblerait que ces deux partis maintiennent leur engagement, se disant prêts à aller à la bataille en se passant des communistes. Ils prennent la responsabilité de se mettre en dehors du Front de Gauche dont ils ne pourront pas se prévaloir.

Voilà où nous en sommes. Les responsables régionaux communistes se sont réunis samedi. Ils regrettent qu'un accord ne soit pas possible bien que les portes resteront ouvertes jusqu'au bout. Les communistes seront consultés entre le 30 août et le 4 septembre sur trois démarches politiques :

- 1) Actent-ils des listes sans le Parti Socialiste ?
- 2) Actent-ils les désaccords de fond avec EELV et ses partenaires ?
- 3) Sont-ils d'accord dans ces conditions pour construire avec le Front de Gauche, les citoyennes et les citoyens de la région une démarche de large rassemblement ouverte aux syndicalistes, aux militants associatifs et écologistes avec l'objectif de battre la droite et l'extrême droite et pour conquérir une gestion progressiste de la région ?

Que chacun donne son point de vue. Y compris nos amis-es non communistes parmi nous ce soir.

Quatre rendez-vous importants à venir

- Le samedi 29 août le concours de pétanque qui sera précédé d'un rassemblement pour la paix à partir de 12h. Un tract est en cours de diffusion :
- Les 29 et 30 août : Universités d'été du PCF aux Karellis en Savoie ;
- Les 3 – 4 – 5 septembre consultation des communistes sur les régionales ;
- Les 12- 12 13 septembre la Fête de l'Humanité premier rendez-vous des mobilisations sociales et citoyennes contre l'austérité et pour une alternative. Les vignettes sont à disposition.

Je vous remercie de votre écoute et vous donne la parole.